

COMMUNE DE VILLY-LE-MOUTIER  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

**OBJET :** Institution du Droit de  
Préemption Urbain

L'an deux mil huit  
Le 20 Février

**DATE DE CONVOCATION**  
7 Février 2008

Le Conseil Municipal, légalement convoqué,  
s'est réuni en séance publique sous la  
présidence de M. Patrick RONGET, Maire.

**Nombre de conseillers en exercice :** 11

Présents : 10

Votants : 10

Étaient présents : Madame Maryse VIAL,  
Messieurs Jean-Luc DRILLIEN, Jean-Luc  
BOUDROT, Marcel JOBARD, Philippe  
DUPONT, Jean-Pierre DURAND, Guy  
NICOLET, René BRESSER et Pierre  
JOIGNEAULT.

Était excusé : M. Jean-Michel CHARDIGNY.

**VOTES :** Pour ( 10 ) Contre ( 0 )

La commune ayant **approuvé son plan local d'urbanisme ce jour**, il lui  
appartient de choisir d'instaurer le droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones  
urbaines (U), délimitées par le P.L.U.

La délibération instituant le D.P.U. peut être prise le même jour que celle  
approuvant le P.L.U.

M. le Maire expose la situation actuelle :

La commune ne dispose actuellement d'aucun droit de préemption urbain sur  
son territoire.

Il serait opportun d'instaurer un afin de réaliser dans l'intérêt général et  
conformément à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, les opérations ou actions  
d'aménagements suivantes :

- la mise en œuvre d'un projet urbain,
- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat,
- le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- le développement des loisirs et du tourisme,
- la réalisation des équipements collectifs,
- le renouvellement urbain,
- la lutte contre l'insalubrité,
- la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine,

Et constituer des réserves foncières destinées à la préparation de ces  
opérations.

Après avoir entendu, l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 à L.213-18 et  
R.211-1 à R.213-26 et R.123-13-4,

Considérant que le plan local d'urbanisme de la commune de **VILLY LE  
MOUTIER** a été arrêté par délibération du conseil municipal en date du 15 Juin 2007 et  
approuvé ce jour,

Considérant que la commune envisage de réaliser des opérations relevant des objectifs sus énumérés,

Considérant que le droit de préemption urbain peut être instauré sur les zones urbaines et les zones à urbaniser,

**Le conseil municipal décide :**

1°) D'instaurer le droit de préemption urbain sur les zones délimitées sur le plan ci-joint,

2°) La commune exercera le droit de préemption dans les zones concernées, à compter de la dernière en date des mesures de publicité de la présente délibération mentionnées à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme.

3°) Donne délégation à Monsieur le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

4°) Sera ouvert un registre où seront mentionnés les biens acquis par préemption, ainsi que leur utilisation par la commune. Ce registre sera tenu à la disposition du public à la mairie de VILLY LE MOUTIER aux heures d'ouverture habituelles.

5°) Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R.123613-4 du code de l'urbanisme.

6°) Copie de la présente délibération, ainsi que du plan annexé, sera transmis sans délai par M. le Maire :

- à Monsieur le Préfet
- au Directeur Départemental des Services Fiscaux, 16 rue Jean Renaud, Dijon
- au Président du Conseil Supérieur du Notariat, 31 Général Foy, 75008 Paris
- au Président de la Chambre Départementale des Notaires, 3 rue Lycée, Dijon
- aux Barreaux du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon
- au greffe du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon

7°) Conformément à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme :

- la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, mention de la présente délibération sera publiée dans les annonces légales de deux journaux diffusés dans le département,

8°) Cette délibération n'entrera en vigueur que lorsque le P.L.U. approuvera exécutoire, dans les conditions fixées par les articles, R.123-24, R.123-25 et L.123-12 du code de l'urbanisme.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR MOIS ET AN QUE DESSUS AU REGISTRE SONT LES  
SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME

A VILLY LE MOUTIER, le 21 Février 2008

LE MAIRE  
Patrick RONGET.



**P.L.U.**  
PLAN LOCAL D'URBANISME

ARRETE LE :

MODIFICATIONS - REVISIONS - MISES A JOUR

APPROUVE LE :

VISA

## 5. DROIT DE PREEMPTION URBAIN

ECH 1/5000e

ETUDE REALISEE PAR:

Chantal AUSSEUR DOLLEANS  
Architecte - Urbaniste

ARPENTS PAYSAGES  
Paysagistes

